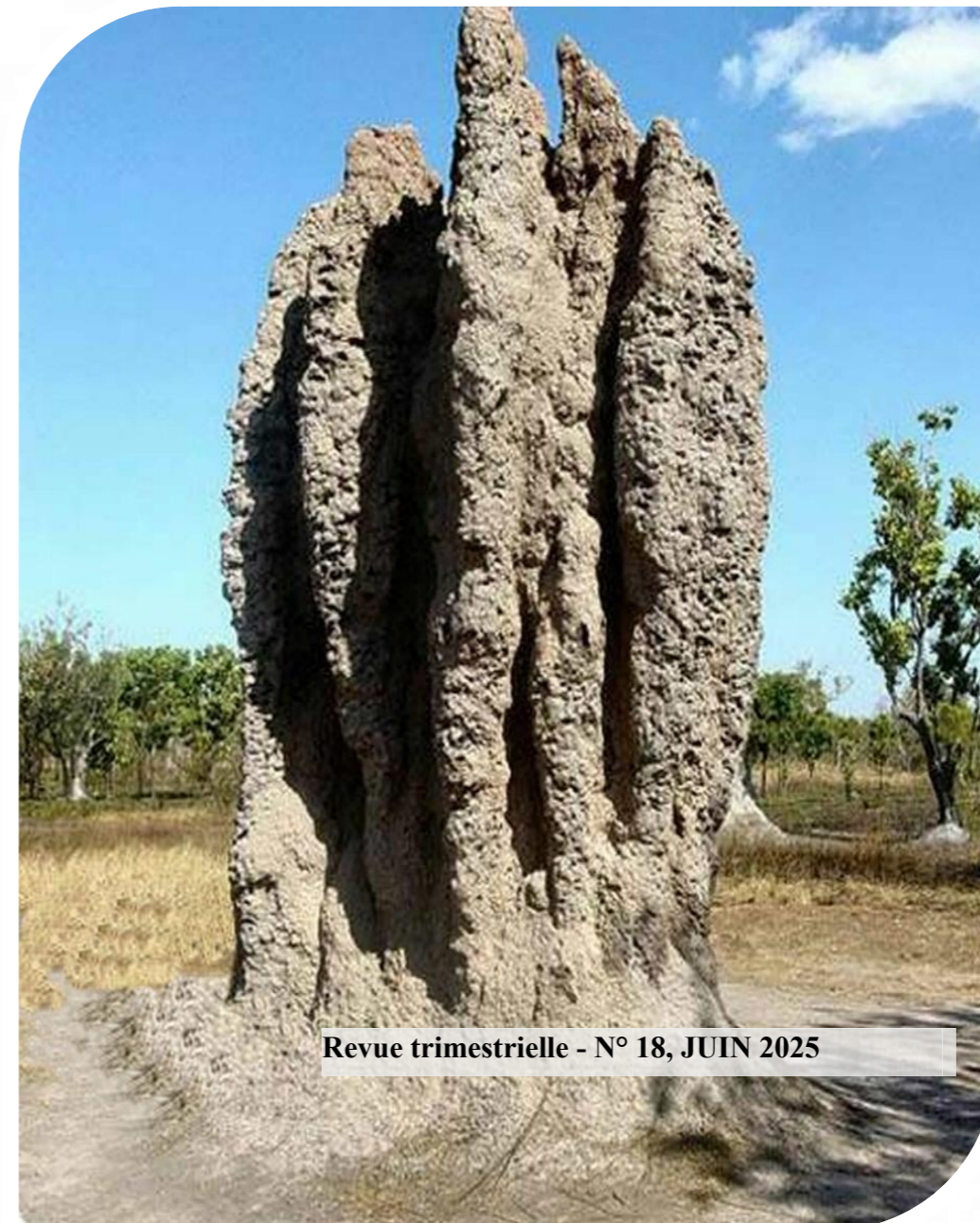


Print ISSN: 2617-4766

E-ISSN: 2617-4774

Đamá Nínau

REVUE INTERDISCIPLINAIRE
LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES



Revue trimestrielle - N° 18, JUIN 2025

REVUE TRIMESTRIELLE - N° 18 Đamá Nínau | REVUE INTERDISCIPLINAIRE LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES

Mise en page et Impression
IMPRIMERIE ST LOUIS

53, Rue N'ZARA Doulassamé Face Première Eglise Baptiste du TOGO
BP: 61536 / Tel Bureau: (228) 22 22 10 45 / Mobile : (228) 90 12 37 30
E-mail: imprimerie.stlouis@yahoo.fr



SJIFactor - Scientific Journal Impact Factor

E-mail : evaluation@sjifactor.com

Website : <http://sjifactor.com/>

SJIF 2025 = 6.907 (Scientific Journal Impact Factor Value for 2025).

SJIF Impact Factor Evaluation [SJIF 2025 = 6.907]

"Dama Ninao" est une revue scientifique interdisciplinaire qui accepte et publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines. A cet effet, elle s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques. La Revue "Dama Ninao", entendu "L'Entente" en langue kabyè du Nord Togo, est créée dans l'intention de matérialiser la mondialisation ou la globalisation qui s'opère avec l'esprit d'équipe et d'échanges et la désuétude du monde autarcique. Le monde scientifique universitaire ne peut échapper à cet esprit d'équipe qui fonde un creuset où « le fer aiguisé le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité.

La Revue Dama Ninao nous renvoie à la Civilisation de l'Universel du poète sénégalais Léopold Sédar Senghor, qui prône la porosité des âmes avec l'acceptation de l'autre, de ce qu'il dispose d'utile pour mon avancement : sa civilisation, sa culture, sa langue ... Elle se fonde notamment sur la philosophie de Paul Ricœur qui préconise la perception de Soi-même comme un autre. Considérer soi-même comme un autre aux yeux de l'autre, nous amènerait à faire taire nos distensions et ressentiments afin de redimensionner notre espace, reconstruire notre histoire et notre société.

La Revue Dama Ninao s'est inspirée de la nature. Des insectes en miniature nous produisent de bels chefs-d'œuvre architecturaux, conjuguent leur génie créateur et leur force dans la patience et dans la tolérance. Ils créent des œuvres monumentales qui dépassent l'entendement humain, les termitières. A cet effet, la nature semble nous parler, nous guider, nous instruire dans le silence. Seules ces créations nous interpellent sans autant faire de nous des disciples. Comme la termitière qui, pour la plupart du temps, est une composante de maillons surgissant de la même matière, la Revue Dama Ninao se veut une termitière scientifique dont les enseignants-chercheurs en sont les maillons.

Au confluent de diverses sciences, la Revue Dama Ninao se propose de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM

Université de Lomé

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication et rédacteur en chef :

Professeur TCHASSIM Koutchoukalo, Université de Lomé

Directeur de rédaction :

SILUE Léfara (Maître de Conférences), Université Félix Houphouët Boigny

Comité Scientifique

Professeur Yaovi AKAKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjona KADANGA, Université de Lomé (Togo), Professeur Xavier GARNIER, Université Paris 3 (France), Professeur Norbert VIGNONDE, Université de Bordeaux (France), Professeur Adama COULIBALY, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Okri Pascal TOSSOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur Mamadou KANDJI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Komla Messan NUBUKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Amadou LY, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Kazaro TASSOU, Université de Lomé (Togo), Professeur Dotsè YIGBE, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjo AFAGLA, Université de Lomé (Togo), Professeur Alain-Joseph SISSAO, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso), Professeur Komla Essowè ESSIZEWA, Université de Lomé (Togo), Professeur Gneba KOKORA, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Louis OBOU, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Atafèi PEWISSI, Université de Lomé (Togo), Professeur Vicente Enrique Montes Nogales, Universidad de Oviedo (Espagne), Professeur Mamadou FAYE, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Akila AHOULI, Université de Lomé.

Comité de lecture

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Université de Lomé (Togo), Professeur Gbati NAPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Didier AMELA, Université de Lomé (Togo), Professeur Komi KOUVON, Université de Lomé (Togo), Dr Komi BEGEDOU, Université de Lomé (Togo), Dr Koffi Dodzi NOUVLO, Dr Kpatimbi TYR, Université de Lomé (Togo), Dr Madis KROUMA, Université de Lomé, Professeur Arthur MUKENGE, Université de Rhodes (Afrique du Sud), Professeur Xolali MOUMOUNI-AGBOKE, Université de Lomé (Togo), Dr Anoumou AMEKUDJI, Université de Lomé (Togo), Professeur Raphaël YEBOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur PERE-KEZIMA, Université de Lomé.

Comité de rédaction

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Docteur Wonouvo GNAGNON (Assistant), Docteur DOUHADJI Kossi, Université de Lomé.

Contact : revuedamaninao@gmail.com

Site Internet de la Revue Dama Ninao : <https://revuedamaninao.net/>

LIGNE EDITORIALE DE LA REVUE DAMA NINAO

Dama Ninao est une revue scientifique internationale. Dans cette perspective, les textes que nous acceptons en français ou anglais sont sélectionnés par le comité scientifique et de lecture en raison de leur originalité, des intérêts qu'ils présentent aux plans africain et international et de leur rigueur scientifique. Les articles que notre revue publie doivent respecter les normes éditoriales suivantes :

La taille des articles

Volume : 10 à 15 pages ; interligne 1.5, police 12 pour le corps du texte et les courtes citations ; police 11 pour les longues citations, Times New Roman, les références des citations doivent être incorporées dans le texte. Exemple : Guy Rocher (1968, p. 29), pas de référence en foot-notes à l'exception de quelques commentaires.

Ordre logique du texte

- Un **TITRE** en caractère d'imprimerie et en gras. Le titre ne doit pas être trop long ;
- **Nom et prénom(s)** du contributeur ou des contributeurs, **nom de l'institution** d'appartenance, **adresse mail**
- Un **Résumé (Abstract)** de 8 lignes en français et anglais, en interligne simple, suivi de 6 **Mots clés (Key words)**
- Une **Introduction** : elle doit avoir une problématique, une méthode et une structure.
- Un **Développement** : les articulations du développement du texte doivent-être titrées comme suit :

1-Pour le **Titre** de la première section

1-1-Pour le **Titre** de la première sous-section

1-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section

2- Pour le **Titre** de la deuxième section

2-1-Pour le **Titre** de la première sous-section

2-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section

3- Pour le **Titre** de la troisième section (si l'auteur de l'article le souhaite)

-Une **Conclusion** : elle doit être courte, précise et concise en mettant en relief l'authenticité des résultats de la recherche.

- **Références bibliographiques** (Mentionner uniquement les auteurs cités)

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur. Exemples :

- AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

- BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

- DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogenes*, 202, p. 145-151. (Pour les articles).

Typographie française

- La Revue Dama Ninao s'interdit tout soulignement et toute mise de quelque caractère que ce soit en gras.

- Les auteurs doivent respecter la typographie française concernant la ponctuation, l'écriture des noms, les abréviations...

Tableaux, schémas et illustrations

En cas d'utilisation des tableaux, ceux-ci doivent être numérotés en chiffre romains selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre précis et une source. Les schémas et illustrations doivent être numérotés en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte.

Soumission des manuscrits

Tous les manuscrits doivent être soumis uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : revuedamaninao@gmail.com/infos@revuedamaninao.net. Tous les échanges entre le secrétariat de la revue et l'auteur se feront uniquement par internet, il importe donc de fournir un mail actif que l'auteur consulte très régulièrement et d'envoyer toutes les informations relatives au processus de publication des articles uniquement par mail. Les frais d'instruction de l'article sont de **20000f** payables immédiatement au moment de l'envoi de l'article. À l'issue de l'instruction, si l'article est retenu, l'auteur paie les frais d'insertion qui s'élèvent à **30.000f**. Les frais d'instruction et d'insertion s'élèvent donc à **50.000f** payables par transfert, frais de

transfert y compris. Le paiement des frais d'insertion donne droit à un tiré à part. Si un auteur achète un exemplaire, les frais d'envoi sont à sa charge. Les frais de gravure des clichés, des schémas et l'expédition des tirés à part (pour ceux qui voudraient les avoir par la poste) sont à la charge des auteurs. La Revue Dama Ninao paraît trimestriellement. Toute soumission doit parvenir au secrétariat de la rédaction un mois voire deux semaines (délai de rigueur) avant la publication du numéro dans lequel l'article pourra être inséré. Pour toute information, envoyez un mail à : revuedamaninao@gmail.com/infos@revuedamaninao.net ou visitez le site de la revue : www.revuedamaninao.net.

Evaluation par les pairs

Les instructeurs à qui la revue affecte les articles de leur spécialité, doivent les lire avec rigueur, rejeter tout article dont le contenu est en inadéquation avec le titre et/ou dont le raisonnement n'offre pas une qualité scientifique, faire des propositions pour l'amélioration dudit article, renvoyer l'auteur de l'article à la ligne éditoriale de la revue au cas où elle n'est pas respectée. Ils se doivent notamment de vérifier, par le biais d'internet, si le même article n'est pas déjà publié dans une revue en ligne.

Objectifs et portée

La revue Dama Ninao, de par son nom qui signifie « entente », a pour objectifs :

- de matérialiser le monde universitaire qui est un creuset où « le fer aiguisé le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité ;
- de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

La revue Dama Ninao a une portée scientifique et sociale. A cet effet, elle publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines et s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques sur appel à contribution thématique (colloque) ou varia. Elle est un espace de rencontre, de construction et de reconstruction des réseaux relationnels et scientifiques.

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM

Université de Lomé

SOMMAIRE

1. **LES MÉTAMORPHOSES DU PERSONNAGE FÉMININ DANS LES ROMANS DE ZOLA ET DE ROBBE-GRILLET -----9**
ADJE Tanoh Linda Danielle épouse BAH, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
SAMAKÉ Famahan, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
2. **LA GOUVERNANCE POLITIQUE À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : ANALYSE CRITIQUE D'UN MARXOLOGUE ----- 32**
AGAMAN N'gouan Mathieu, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
DIOMAND Aikpa Benjamin, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
3. **LE RÔLE DE L'ÂME DANS LE PROCESSUS DU TRANSHUMANISME -- 53**
ANGORA N'gouan Yah Pauline épouse ASSAMOI, Université Alassane Ouattara Bouaké (Côte d'Ivoire)
4. **ETUDE GÉOCRITIQUE DE L'ESPACE POST COLONIAL DANS LE ROMAN FEMININ TOGOLAIS ----- 65**
KPATCHA Komi, Université de Kara, (Togo)
OURO-KPASSOUA Nadiya, Université de Kara (Togo)
5. **CONTRIBUTION DES FEMMES AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX DANS LE BASSIN OCCIDENTAL DE LA LAGUNE ÉBRIÉ (XVIII^e - XIX^e SIECLE) ----- 81**
AZAGNI Blath Esther, Université Alassane Ouattara-Bouaké (Côte d'Ivoire)
ESSOH Jean-Jacques, Université Félix Houphouët Boigny-Abidjan (Côte d'Ivoire)
6. **LA QUESTION DU GENRE DANS LE DÉVELOPPEMENT MINIER LOCAL DE LA RÉGION DU BAFING (NORD-OUEST DE LA COTE D'IVOIRE)----- 101**
DIOMANDE Karidia, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
TRAORÉ Fanta, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
DIARRASSOURA Bazoumana, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
7. **L'IMPLANTATION DE LA MINE DE ZINC DE PERKOA ET LA RÉSILIENCE SOCIALE DES MÉNAGES ----- 117**
BASSONO Cleofa Pascal, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
BASSOLE Alexis Clotaire, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

8. CONTRIBUTIONS DU CONTE IVOIRIEN AU DEVELOPPEMENT HUMAIN : CAS DE LA HOUE MAGIQUE DE BOUNDOU KONE -----135
FOFANA Daouda, Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB)
Cocody/Abidjan (Côte d'Ivoire)
KOUADIO Adjoua Michelle, Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB)
Cocody/Abidjan (Côte d'Ivoire)
9. L'INDUSTRIE LITHIQUE SUR LES RIVES DU MOUHOUN AVAL (BRANCHE INFERIEURE) : LES SITES DE BEKEYOU ET DE BWO ----150
BATIENO Désiré, Université Yembli Abdoulaye TOGUVEND (Burkina Faso)
10. RENONCIATIONS ET APPROPRIATIONS SUBSEQUENTES AUX MANIPULATIONS DANS *DESTINS DE CLANDESTINS* DE JOSUE GUEBO -----173
ASSOH Dingny Yannick, Université Alassane Ouattara Bouaké (Côte d'Ivoire)
11. DU PROFESSIONNALISME AMATEUR DANS LES TELEVISIONS IVOIRIENNES : ENTRE QUETE INOUÏE DE VISIBILITE ET LEGITIMITE MEDIATIQUE -----192
ZERBO Tiémoko Euloge Konan, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
12. LITTÉRATURE-FEMMES EN AFRIQUE FRANCOPHONE : ENTRE ÉMERGENCE ET PÉRIPHÉRIE-----216
POUNTUNYINYI MACHE Henriette, Université de Douala (Cameroun)
13. PATRIARCHY AS A GENDERLESS PRAXIS IN MAXINE HONG KINGSTON'S *THE WOMEN WARRIOR*-----232
HIEN Ollo Desiré, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
SORO Adama, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
SANOKO Bakary, Institut National Polytechnique Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
KONÉ Vamara, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
14. INTERACTIONS ET PRATIQUES DE REFERENCE ENTRE GUERISSEURS TRADITIONNELS ET SPECIALISTES EN SANTE MENTALE A NIAMEY -----246
ADAMOU Housseini, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

15. LES PISTES CHRONOLOGIQUES DE DATATION DE L'HISTOIRE DES NUNA (DU XV^e AU XVIII^e SIÈCLE) -----263
OUÉDRAOGO Hyacinthe Wendlarima, Université Nazi BONI, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)
16. LA DÉCONSTRUCTION DE L'ARABO-MUSULMAN COMME IDENTITÉ TERRORISTE DANS L'ATTENTAT DE YASMINA KHADRA -----282
KONATE Mamadou, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
OUATTARA Salamata, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
17. ADDRESSING CORPUS-BASED ENGLISH WRITING ERRORS IN FIRST-YEAR ENGLISH MAJORS AT FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY UNIVERSITY: A METAOPERATIONAL GRAMMAR APPROACH -----296
KONDRO Kouakou Yannick, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
KONE Kiyofon Antoine, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
18. LA TRANSCENDANCE POÉTIQUE CHEZ RIMBAUD -----311
KOPOIN KOPOIN Francois, Université Félix-Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
19. CONDITIONS DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS ET QUALITE DU SYSTEME EDUCATIF DANS LA PREFECTURE DE HAHO AU TOGO --330
ALÉZA Sohou, Université de Lomé (Togo)
ALIDJINO Kossi Raymond, Université de Lomé (Togo)
20. DETERMINANTS PSYCHOSOCIOLOGIQUES DE LA DEPENDANCE A LA CIGARETTE CHEZ DES USAGERS MINEURS A ABIDJAN -----350
DÉDOU Zozo Alain, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
KOUAKOU Konan Isidore, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
KOUAMÉ Kouakou Justin, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
21. QUAND L'AFRIQUE RICHE SE DIT PAUVRE : DÉCONSTRUCTION D'UN IMAGINAIRE POSTCOLONIAL AU PRISME DE *VILLE CRUELLE* D'EZA BOTO ET DE *SOUS LE POUVOIR DES BLAKOROS I - TRAITES* D'AMADOU KONÉ-----368
KOUAMÉ Kouakou Serge-Romarc, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

22. « GOUYOU ZOU » OU DROIT D'ASILE EN PAYS KABYE (Nord Togo) :
UNE INSTITUTION AU SERVICE DE LA PAIX ET DE LA COHESION
SOCIALE -----388
LOKOU Rabiou, Université de Lomé (Togo)
23. LA NOTION DE VOCATION DANS L'AUGUSTINISME -----403
DOUA Lou Eliane Jeany, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
24. EMPLOYABILITÉ ET INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES
ISSUS DE « L'ÉCOLE DE LA DEUXIÈME CHANCE » DANS LES
MÉTIERES DE LA GRANDE DISTRIBUTION EN CÔTE D'IVOIRE -----419
DIARRASSOUBA Mamadou, Université Péléforo Gon Coulibaly Korhogo
(Côte d'Ivoire)
25. LOGIQUES MARCHANDES DE L'INTERACTION DE LA MAIN-
D'ŒUVRE MIGRANTE DANS L'AGRICULTURE URBAINE ET
PÉRIURBAINE À ABIDJAN -----441
MONEHAHUE Attoumo Daniel, Université Peleforo Gon Coulibaly de
Korhogo (Côte d'Ivoire)
DJANE Kabran Aristide, Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo (Côte
d'Ivoire)
26. IMPLICATIONS DE L'EXPLOITATION INDUSTRIELLE AURIFÈRE DE
MORILA SUR LES RESSOURCES EN EAU -----468
BOCOUM Moussa Fadiala, Institut Post Universitaire (Mali)
N'DIAYE Baba Faradji, Faculté d'Histoire et de Géographie (Mali)
TRAORE Hamadoun, Faculté d'Histoire et de Géographie (Mali)
27. ÉTHIQUE ET TRANSPARENCE DANS LA COMMUNICATION INTERNE
DES GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITÉS PRIVÉES EN CÔTE
D'IVOIRE : UN DÉFI À RELEVER -----486
N'DA Yao Jean-Claude, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
28. PROBLEMATIQUE DE REDUCTION DES DECHETS SOLIDES DANS LA
COMMUNE URBAINE DE OUAGADOUGOU (BURKINA FASO) : ETATS
DES LIEUX, CONTRAINTES ET PERSPECTIVES -----503
NAGALO Nebilma P., Université Norbert ZONGO de Koudougou (Burkina
Faso)
IDANI Fulgence T., Université Norbert ZONGO de Koudougou (Burkina Faso)

- 29. LA NUIT DE LA VERITE, UNE EPIPHANIE DU LEADERSHIP FEMININ.**
-----520
SAM Yacinthe, Université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso)
- 30. FAMILLE ET CRISE DE L'EDUCATION : REPENSER LA PLACE DE LA FAMILLE SOUS L'ECLAIRAGE HEGELIEN** -----535
SANA Boureima, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
- 31. ÉTUDE COMPARATIVE DES EMPLOYEES DE MAISON DANS LE DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN (COTE D'IVOIRE), ENTRE PRATIQUES AFRICAINES ET LIBANAISES (1960-2025)** -----554
SIDIBE Nohan, Université de San Pedro (Côte d'Ivoire)
- 32. PARLERS URBAINS, TERRITORIALITÉ ET ETHNICITÉ : AFRIK'ATTITUDE ET SOCIAL LANGUAGING** -----574
SOW Ndiémé, Université Amadou Mahtar Mbow (Sénégal)
- 33. CORPS ET DEFERLEMENT DE LA VIOLENCE DANS FEMME NUE, FEMME DE CALIXTE BEYALA : CATEGORISATION ET INTERPRETATION** -----596
TOTI AHDJE Zahui Gondey, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
MONSIA Epouse SAHOUAN Gouelou Sandrine Audrey Flora, Université virtuelle d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- 34. SACRALITÉ, BIODIVERSITÉ ET ENJEUX ÉTHIQUES EN AFRIQUE** ---615
KOUASSI N'guessan Jonas, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
YAO Kouadio, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
- 35. PLANIFICATION SPATIALE MARINE AU TOGO : ENTRE IMPÉRATIFS DE DURABILITÉ ET RÉALITÉS INSTITUTIONNELLES** -----633
PENN Laré Batouth, Université de Lomé (Togo)

**LA GOUVERNANCE POLITIQUE À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE : ANALYSE CRITIQUE D'UN MARXOLOGUE**

N'gouan Mathieu AGAMAN
Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
agamandemathieu@gmail.com
&
Aikpa Benjamin DIOMAND
Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
diomandben@gmail.com

Résumé : L'Intelligence Artificielle constitue une rupture ontologique majeure, bouleversant le rapport de l'être à l'existence et redéfinissant les formes du pouvoir. Elle engendre une dialectique entre émancipation, d'une part, par l'accès élargi au savoir et aliénation, d'autre part, par le renforcement des logiques techno-capitalistes. Le pouvoir, désormais médiatisé par les algorithmes, se déterritorialise vers des entités non-étatiques tout en étant reconfiguré par les États. L'IA devient un champ conflictuel où se rejouent les rapports sociaux et les enjeux de gouvernance. La penser exige de dépasser les dualismes binaires en adoptant une dialectique critique inspirée de Marx. Cette analyse s'ancre dans les valeurs de justice, d'égalité et d'autonomie, interrogeant la possibilité d'une gouvernance démocratique face à la domination technologique.

Mots clés : Gouvernance politique-Technocratie-Intelligence Artificielle-Capitalisme- Éthique-Marxisme-Émancipation.

Abstract: Artificial Intelligence represents a major ontological break, overturning the relationship between being and existence and redefining the forms of power. It creates a dialectic between emancipation - through greater access to knowledge - and alienation - through the reinforcement of techno-capitalist logics. Power, now mediated by algorithms, is deterritorialized towards non-state entities, while being reconfigured by states. AI is becoming a field of conflict where social relations and governance issues are replayed. Thinking about it requires us to go beyond binary dualisms by adopting a critical dialectic inspired by Marx. This analysis is rooted in the values of justice, equality and autonomy, and questions the possibility of democratic governance in the face of technological domination.

Keywords: Political governance-technocracy-Artificial Intelligence-Capitalism-Ethics-Marxism-Emancipation

Introduction

Selon A. Sedjari (2021), le monde actuel est devenu un « numérisphère », c'est-à-dire un univers numérique dont internet est omniprésent en tout et partout rendant accru un « technosphère » dans tous les domaines de la « polis ». Dans ce contexte, communiquer, s'informer, acheter, partager, voyager, rien n'a été autant plus facile et rapide. Équipés de PC, de Smartphones ou de tablettes, connectés en permanence à Internet, contrôlés et surveillés par une multitude d'appareils et de gadgets technologiques, nous sommes dotés de machines qui ont transformé radicalement notre rapport aux autres, à la vie, au temps, à l'État, à l'administration, à l'économie, à la société et au monde (A. Sedjari, 2021, pp.17-18). Les modes de gouvernance classique s'avèrent ainsi dépassés et obsolètes. En effet, la technocratisation de l'espace humain avec en prime l'actualité de l'Intelligence Artificielle impacte la structure fonctionnelle de l'État. Pour un marxologue, ce tech-phénomène ne peut être réduit à une simple évolution technologique. Et pour cause, l'Intelligence Artificielle se « dispose » avant tout comme un produit social, enraciné dans les logiques du capitalisme avancé. Pour peu dire, toute innovation technique n'est jamais neutre : elle est façonnée par les rapports de production qui dominent la société. Ainsi, l'IA, loin d'être un outil libérateur, apparaît aujourd'hui comme un prolongement des dynamiques d'exploitation et de contrôle. Elle ne fait pas que concurrencer l'intelligence humaine, elle modifie aussi en profondeur nos rapports sociaux et politiques. C'est là un nouvel avatar de ce que Marx appelait l'aliénation, c'est-à-dire une situation dans laquelle les produits de l'activité humaine (ici les algorithmes) échappent à leur créateur pour prendre une vie propre et se dresser comme des forces autonomes. Cependant, il ne s'agit pas seulement de dénoncer. Nous nous proposons à partir de Marx, de prendre en charge les transformations non seulement des formes nouvelles de domination, mais aussi les germes d'une possible émancipation. À travers cette posture épistémologique, demandons-nous, comment les avancées de l'IA influencent-elles la capacité de l'État à gouverner ? Par ailleurs, s'il est vrai que l'Intelligence Artificielle s'annonce comme une technologie

incontournable dans la gouvernance moderne comme le prophétise Laurent Alexandre (2017), notre esprit moins dogmatique engage une grille de questionnement à coloration marxienne avec des articulations suivantes : La gouvernance politique peut-elle ou doit-elle se muer en technocratie ou « IAcratie » ? L'IA est-elle un *compendium* de la logique capitaliste moderne à visage numérique ? Si non, quel peut être l'apport bénéfique de l'IA pour une gouvernance politique avec en prime la démocratie irradiante des valeurs de liberté et de justice pour tous ? Cette problématique délimite notre réflexion à auréole critique sous un fond constructiviste afin d'explorer les mutations de la gouvernance à l'ère de l'intelligence artificielle en mobilisant les outils critiques de Marx.

1. L'Intelligence Artificielle, reflet et renforcement des logiques capitalistes

1.1. L'automatisation et l'aliénation politique : une souveraineté confisquée par la technocratie

L'automatisation technologique, alimentée par l'Intelligence Artificielle, représente une forme insidieuse de transfert de pouvoir qui menace la souveraineté politique, au profit d'une technocratie dominée par les algorithmes. Si Rousseau déclare que « la souveraineté consiste essentiellement dans la volonté générale » (J.J. Rousseau, 1996, Livre II, chap. 1), avec l'avènement des algorithmes, cette volonté est mise à mal. Et pour fait, les processus de délibération collective se voient remplacés par des mécanismes prétendument objectifs ; et pourtant ils sont en réalité des outils au service d'intérêts spécifiques. En confiant les décisions publiques à des modèles prédictifs, on observe un glissement voire un changement de paradigme. Pour être explicite, ce n'est plus la communauté qui débat et agit, mais une entité technique qui impose ses propres logiques. Marx évoquait déjà une aliénation où l'individu perdrait le contrôle sur les forces qu'il a lui-même générées en ces termes : « L'homme devient esclave de ses propres produits. » (K. Marx, 1972, p.40). Cette réflexion est encore d'actualité du fait que les algorithmes ne se contentent pas de gérer des processus politiques ; ils redéfinissent également les fondements mêmes du pouvoir. De surcroît, le citoyen, jadis acteur engagé dans le champ politique, se

transforme en un simple objet soumis à une gestion administrative. Il devient victime d'une rationalité qui le dépasse, masquée sous le prétexte de l'efficacité, et annihile ainsi toute forme de contrôle démocratique. Telle est d'ailleurs la réflexion-boutade de Yuval Noah Harari, lorsqu'il écrit ces mots : « les hommes politiques ont l'illusion du choix, mais les décisions qui importent réellement ont été prises plutôt par les économistes, les banquiers (...) qui ont élaboré les différentes options. D'ici une vingtaine d'années, les politiciens pourraient se retrouver à choisir dans un menu écrit par l'IA. » (Y.N. Harari, 2018, p.98).

En sus, la souveraineté, qui devrait être l'expression collective d'un peuple libre, se dissipe au profit d'une logique d'optimisation qui réduit la politique à une simple gestion technique. Ce phénomène de dépossession trouve un écho dans les réflexions d'Hannah Arendt. Dans son ouvrage *La Condition de l'homme moderne* (1983), elle met en garde en relevant que le règne des moyens sur les fins rend l'homme superflu. Ainsi, avec l'automatisation, la politique ne pense plus comme un espace de délibération, de conflictualité et d'horizon futur, mais elle s'apparente désormais à un système clos, régi par les exigences d'une technocratie anonyme. Ce changement entraîne une rupture de nature métaphysique : ce qui était autrefois la politique, un domaine où l'humain pouvait exprimer sa liberté et sa capacité d'action, est désormais englobé dans une temporalité algorithmique, uniforme et déshumanisée. Cette logique met en porte-à-faux l'essence de la politique au sens aristotélicien *lato sensu*.

Aristote, dans son œuvre *La Politique* ((1993).), caractérisait l'homme comme un « zoon politikon » c'est-à-dire, un individu dont l'épanouissement réside dans sa participation à la vie collective et dans la délibération concernant les objectifs communs. Cette participation est aujourd'hui largement remplacée par une délégation à des machines dont la conception même exclut la diversité et l'aléatoire. L'algorithme, en tant que produit du calcul et de la prévision, conteste cette imprévisibilité qui, pour Hannah Arendt, constitue le cœur de l'action politique. Il fige le processus politique dans un cadre déterministe où les décisions humaines sont

anticipées par une rationalité technique, prétendant savoir mieux que les citoyens eux-mêmes ce qui est juste ou nécessaire. Cet état de fait ne se limite pas à la politique en tant que pratique en ce sens qu'elle remet en question le fondement métaphysique de la souveraineté. Walter Benjamin, dans son essai *L'Œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique* (2008)., soutient que la mécanisation annihile l'« aura », cette singularité qui relie l'homme à ses créations. De manière analogue, l'automatisation politique érode l'aura de la souveraineté ; autrement, ce qui était autrefois un acte créatif, l'expression vivante d'un peuple, devient désormais un processus mécanique, dépourvu de toute signification transcendantale.

L'algorithme, dans sa clinique froideur abstraite et sa rigueur unidimensionnelle, semble indifférent au conflit, au dissensus, à la faillibilité, aux alternatives qu'une politique libre doit être en mesure d'accorder parce que, à chaque instant dans un cadre d'incertitude ; L'algorithme se pose finalement comme un appel à l'infini du possible. De ce fait, l'automatisation politique n'est pas seulement technique d'autant plus qu'elle relève d'une aliénation « métaphysique ». Ce qui était procès politique de souveraineté humaine s'évanouit désormais dans un procès tranchant avec l'humain. Réagir à cette dépossession n'est pas seulement rétablir si nécessaire des garde-fous démocratiques ; mais penser la technique elle-même au service de l'homme et, plutôt que comme *ordo ab chao*, allégation de moyen de soumission de l'humain, un soutien de son autogouvernement. Car écrit Rousseau (1762, Livre I, chap. 8) : « la liberté consiste à n'obéir qu'à soi-même ». En un mot, l'automatisation est un instrument de domination, elle s'oppose à la politique compréhensive où l'on peut s'autogouverner dans l'élection et le principe organisationnel du corps social et dans l'égalité d'une différence ou le pluralisme. L'automatisation politique aliène *in fine* la souveraineté populaire au moyen d'une déshumanisation de la décision collective, d'une considération de la politique au rang d'un management technocratique, où s'exprime en filigrane le fétichisme algorithmique.

1.2. Le fétichisme algorithmique : quand les outils prennent l'apparence de forces autonomes

Le fétichisme algorithmique émerge dans un contexte où, à l'image du fétichisme de la marchandise, les outils ne paraissent pas simplement instrumentalisés par l'homme au sein d'une relation d'objectivation, mais au contraire, dotés d'une autonomie tellement illusoire qu'au fond, ils se dérobent à ses mains. De fait, Marx le montre avec le fétichisme de la marchandise. À travers cette théorie du fétichisme de la marchandise, Marx relève que les relations sociales entre les hommes se réalisent à travers la médiation de l'objet, qui, dans le cas d'une marchandise, devient une chose autonomisée. L'outil, simultanément instrument de médiation entre les hommes et lui-même retranché dans son autonomie, se fétichise, à l'instar de la marchandise, faisant office d'entité autonome et soustraite à l'hégémonie des relations humaines. Pour Marx (1983, Livre I, Chap. 1) : « La marchandise est une chose douée d'un pouvoir magique, d'une puissance sociale, tout à fait indifférente à l'intention humaine ». Autrement dit, la fétichisation de la marchandise porte en son flanc le concept de réification. Le concept marxien de « réification » se manifeste aujourd'hui encore avec plus d'acuité à travers les algorithmes, non pas comme de simples instruments au service de l'homme, mais comme des agents autonomes et mystérieux.

Dans la société capitaliste avancée, les algorithmes, structures codifiées de l'Intelligence Artificielle, sont souvent considérés comme des agents objectifs et neutres, indépendants. Toutefois, cette apparente neutralité est un rideau de fumée qui occulte la façon dont les logiques capitalistes sont inscrites dans le fonctionnement même des algorithmes. Les données sont souvent présentées comme des "données", comme des "faits" que leur objectivité ferait passer sans rhétorique dans le domaine des vérités. Or, les données sont des productions sociales, imputées à un pouvoir, des relations de production et des idéologies. L'algorithme est un agrégat de rapports sociaux qui ne s'offrent guère aux yeux. C'est dans ce contexte que le philosophe et sociologue Georges Sorel évoque le risque de l'oubli de la réalité

matérielle de la société par la pensée moderne qui a bien du mal à se départir de l'idéal technocratique, en une question emblématique : « Comment l'homme pourrait être encore le maître des instruments qu'il crée, si c'est cet instrument qui devient, comme il le devient, une force plus forte que l'homme ? » (G. Sorel, 1908, p.43.). Telle peut être la raison pour laquelle les algorithmes semblent aujourd'hui dicter comment un individu, une communauté ou une nation doit agir tout en se présentant comme des entités objectives et rationnelles, ayant échappé à toute forme de subjectivité. En effet, le fétichisme algorithmique postule une assomption par la machine, par l'outil, d'une autorité propre, d'une rationalité supérieure à celle de l'individu : la technique, loin d'être mise au service de l'homme, devient la maîtresse de l'homme d'où l'inversion des rapports entre humains et techniques. Ce renversement de sens, cette inversion, ce déterminisme technologique qui ne fait plus de l'homme l'acteur de ses décisions, mais un sujet déterminé par des systèmes échappe à sa compréhension. Avec la théorie du « travail mort » de Marx, développée dans ses *Manuscrits de 1844*, cette réalité y trouve une explication riche. Marx montre comment nous, hommes, créons des objets qui nous dominent par leur inertie et ce, dans l'engrenage du capital. Au fond, l'algorithme n'est pas cet objet matériel qui serait autonome, seul en cause, mais une logique liée au travail. La machine n'est plus seulement un pouvoir autonome ; elle est cette logique, ce savoir qui nous sèvrera de nos savoirs et de nos pouvoirs à distance de la société tout en reflétant et en prolongeant la hiérarchie des rapports sociaux capitalistes avec une promesse de neutralité.

Dans son ouvrage *La société industrielle et son avenir* (1998), Theodore Kaczynski, mathématicien américain et terroriste anti-technologie en fait une description radicale autrement. Dans cet ouvrage, il présente la naissance d'un pouvoir technologique tenu à l'écart de la dimension humaine. Cette naissance, selon lui, établit une domination quasi impossible à relever car elle se trouve gouvernée par une rationalité froide, voire un « monstre froid » selon la liturgie philosophique nietzschéenne. Et pour fait, cette rationalité est, d'un côté, un instrument d'émancipation et tout autant, de l'autre, un instrument de contrôle et de réification.

L'illustration aujourd'hui donnée à ce propos pourrait se trouver dans l'avènement d'une politique, d'un travail, de pratiques sociales, d'un « fétichisme algorithmique » qui place l'homme dans une glaçante soumission à des systèmes invisibles et intangibles ; et de la sorte cette rationalité désactive toute délibération démocratique. S'inscrit ici une occultation de la responsabilité humaine qui, par le biais d'une « autonomisation » des outils, réussit, à travers la société capitaliste, à déléguer la responsabilité sociale et politique auxquelles la société s'efforce d'échapper, à une transcendance des hommes. Une telle caractéristique n'échappe guère à l'analyse que Max Weber dresse de la bureaucratisation de la société dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (2017) où il prévient sur le fait que la rationalisation bureaucratique des pratiques sociales entraîne une gouvernance par des règles impersonnelles, où les individus se trouvent dépossédés de leur autonomie, réduits à la part d'un rouage dans une grande machine. Selon Max Weber, là où la domination s'exerce de manière diffuse, les processus socialement matérialisés dans des algorithmes formalisent le déni de la subjectivité humaine. De plus, en convoquant dans la sphère de l'algorithmique, ces processus matérialisés font un pas vers un monde où la société finit par soumettre les individus à son royaume de l'inerte, au cœur même de l'auto-administration de l'option propre. Cette réalité a été intuitionnée par Friedrich Engels dans son ouvrage *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (2012). Dans cet ouvrage il avertit que la machine, comme tout outil, est d'abord intention humaine vers un rapport social donné. C'est pourquoi le fétichisme algorithmique est une illusion dangereuse. L'algorithme ne détermine pas la réalité : il la reflète. Il porte en lui la trace de l'idéologie qui l'a produit.

2. La déshumanisation de la praxis politique

2.1. La disparition de la délibération : l'illusion d'une rationalité technologique neutre

La praxis politique a toujours été le lieu d'une confrontation vivante entre des volontés, des intérêts et des représentations du monde. Elle va bien au-delà de la

simple administration des affaires publiques ; et donc elle nécessite un forum de délibération où se forge un sens commun élaboré collectivement. Dans le contexte du capitalisme avancé, cette dynamique se trouve souvent pervertie par une rationalité technologique qui cherche à remplacer les processus décisionnels démocratiques. Cette illusion d'objectivité algorithmique dissimule en réalité un processus de déshumanisation de la politique, évacuant la voix humaine et le conflit au profit d'une automatisation des décisions, qui sert surtout les intérêts du capital.

Marx (2009, p. 82), souligne que le fétichisme de la marchandise repose sur une inversion ironique : les relations sociales se rigidifient à travers des structures objectives qui semblent détachées de la volonté humaine. Aujourd'hui, cette logique s'insinue dans le domaine politique, surtout à travers les technologies de gouvernance : les décisions, au lieu d'être le fruit d'un débat, sont intégrées dans des systèmes techniques qui effacent leur dimension conflictuelle. L'État, en adoptant des outils prédictifs et des intelligences artificielles pour optimiser sa gestion, tend à se présenter comme un acteur neutre, s'efforçant de réguler la société en se basant sur des critères strictement rationnels. Toutefois, cette prétendue neutralité n'est rien d'autre qu'un masque. C'est d'ailleurs ce pourquoi Habermas (1973, p.109) écrit ceci : « la rationalisation technologique tend à dissimuler la nature idéologique des choix politiques, les présentant comme des nécessités objectives ». En d'autres termes, en cherchant à retirer la politique du champ du débat, on ne fait que rendre invisibles les rapports de force qui y existent toujours. De plus, on les inscrit dans des structures qui ne peuvent plus être interrogées. Cette illusion a des conséquences profondes. La disparition de la délibération ne signifie pas seulement un appauvrissement du débat public, mais une transformation de la nature même du politique.

Arendt (1983, p.35) relève de bon droit que « la politique, c'est l'organisation de la pluralité humaine ». Or, la rationalité technologique vise à remplacer la délibération par des modèles optimisés, quand elle ne la bannit pas pour favoriser l'automatisation. Dans ce contexte techno-automatisé, le dissensus qui fait le politique est devenu un dysfonctionnement, une imperfection qu'il serait souhaitable

de corriger au moyen d'automates. Les citoyens, au lieu d'être les acteurs du politique, sont aujourd'hui les éléments d'un système de gouvernance qui fonctionne à leur place. Le pic de la déshumanisation est atteint lorsque la technologie bruitant tout le politique en fonctionne comme une forme d'instrumentalisation de neutralisation de ce dernier, à l'image de ce que décrivent les algorithmes. Bernard Stiegler (2015, p. 56) parle de « prolétarisation cognitive » pour désigner le processus par lequel les individus se dépossèdent progressivement de leur capacité à penser et à agir politiquement. Les décisions prises par les algorithmes, les politiques publiques réglées par les impératifs du calcul permettent à l'individu de ne plus être qu'un valideur d'orientations qui lui sont imposées par des dispositifs qu'il ne contrôle pas, la délibération est suspendue puisqu'il apparaît que les choix sont déjà intégrés dans un ordre technique qu'il s'agit seulement de suivre. Il se laisse observer dans ce cas, que la logique du délibéré rend le jugement superflu. Il y a, par conséquent confiscation de la parole politique.

Par ailleurs, la confiscation de la parole politique ne doit pas être considérée comme un simple effet du progrès technique. Il s'agit d'un processus situé historiquement, répondant aux exigences du capitalisme contemporain. À cet effet, Cornelius Castoriadis (1999, p. 382) rappelle que « toute rationalité est instituée dans un monde de signification, lui-même traversé par des tensions et des conflits ». Ce que nous appelons rationalité technique est tout simplement un mode de rationalité capitaliste, qui ne vise pas simplement à organiser la société pour lui donner une forme, mais à l'organiser selon l'impératif de l'accumulation et de l'optimisation des flux. La disparition de la délibération n'est donc pas consécutive au progrès technique, mais elle est condition de possibilité de l'ordre économique qui ne supporte plus l'incertitude du débat démocratique.

Pour Jacques Rancière (2005, p. 43), « la démocratie commence avec la parole de ceux à qui elle est refusée ». En un mot, la démocratie au sens de Jacques Rancière est fondamentalement dissensuelle en ce sens qu'elle ne consiste pas en un consensus harmonieux, mais en une lutte pour la reconnaissance de ceux qui ont été

relégués à la périphérie du champ politique. Or, avec la phénoménologie de l'IA, il y a précisément une réorganisation de la parole politique, notamment en modifiant la distribution du visible, du dicible et de l'audible dans l'espace public. L'IA ne se contente pas de structurer l'information ; elle produit une nouvelle forme de gouvernementalité algorithmique qui tend à invisibiliser certaines voix et à automatiser des décisions qui devraient relever du débat démocratique. En fermant de la sorte, la possibilité du débat, on finit par faire disparaître la possibilité d'un autre avenir. Autrement, l'histoire devient un programme déjà écrit et les individus se retrouvent enfermés dans un monde où tout semble décidé d'avance. Face à cette déshumanisation du politique, l'enjeu est en ce sens clair. En effet, il ne s'agit pas simplement de réintroduire plus de transparence ou de régulation dans l'usage des technologies, mais de réaffirmer que le politique est, par nature, un espace de lutte et de création collective. La rationalité technologique n'est pas un destin, elle est un rapport social qui peut et doit être contesté. L'histoire n'est pas un algorithme, elle est le produit de volontés qui s'affrontent, de discours qui se confrontent, de possibles qui s'ouvrent. D'où cette précision de Claude Lefort (1986, p.45) « La démocratie institue un espace de conflit indéfiniment. » Renoncer dans ce contexte à la délibération au nom d'une prétendue neutralité, c'est renoncer à la démocratie et surtout à l'humanité elle-même.

2.2. L'éloignement du citoyen : fracture entre les gouvernés et les instances algorithmiques

L'éloignement du citoyen dans les systèmes de gouvernance algorithmique peut être envisagé au prisme de l'interprétation que fait Antonio Gramsci de Marx. Dans ses *Cahiers de prison* (1978, p. 245), Gramsci propose le concept d'« hégémonie » qui fait comprendre comment les classes dominantes, loin de se contenter d'imposer la contrainte, imposent également un cadre intellectuel d'interprétation du monde. Avec le développement des régimes technocratiques et algorithmiques, l'on constate aujourd'hui et précisément une modification de cette hégémonie, qui n'est plus seulement idéologique mais technico-administrative dans

laquelle d'anciennes formes de domination se coordonnent avec la mise en place d'une gouvernance considérée comme neutre et rationnelle. De cette sorte « la civilisation du numérique redéfinit désormais le principe de la souveraineté des États » (N.M. Agaman, Z.I. Biaka, 2016, p. 5441). Dans ce cadre-là, la mise à l'écart du citoyen dans la gouvernance algorithmique ne constitue pas pour ainsi dire, un simple changement technique ou organisationnel ; il marque une rupture ontologique dans la manière dont l'individu est reconnu comme sujet politique. Et pour cause, il participe de moins en moins au processus de décision publique ; mieux, il est aussi progressivement dépossédé de la possibilité même de penser le politique comme un espace de lutte et de transformation. Cette fracture ne signifie pas seulement une distanciation progressive entre les gouvernés et les instances décisionnelles, mais également une expropriation du politique lui-même, au profit d'une logique gestionnaire qui se prétend objective et neutre. En réalité, ce processus relève d'une aliénation profonde où la capacité des citoyens à participer à l'auto-institution de la société se dissout dans une mécanique technocratique qui n'a plus besoin ni de leur parole, ni de leur jugement. La fracture est d'abord épistémique : elle repose sur l'idée que la rationalité algorithmique serait plus efficace que la rationalité politique. Habermas (1973, p. 109) met en garde contre cette mystification en déclarant ce qui suit : « lorsque les choix politiques sont traduits en impératifs techniques, ils échappent à la sphère du débat démocratique et deviennent des nécessités imposées ». A. Gelin (2022, pp.41-42) relève le processus des algorithmes comme suit : « le principe général des algorithmes est de partir d'un groupe de solutions aux problèmes choisis au hasard. On sélectionne ensuite les plus performantes et on les croise pour créer une nouvelle génération de solutions et ainsi de suite ». En suivant un tel processus, l'aléatoire s'invite dans les cloisons de la gouvernance ; il y a en ce moment un déplacement de paradigme. Et ce déplacement s'opère en deux temps.

D'abord, la décision politique est présentée comme un problème technique, nécessitant une expertise spécialisée inaccessible aux citoyens. Ensuite, cette expertise elle-même est confiée à des systèmes automatisés, qui prétendent éliminer

toute subjectivité au nom de l'efficacité. Mais cette « neutralité » est une illusion : elle masque des choix idéologiques fondamentaux. Qui définit les critères d'optimisation ? Qui programme ces algorithmes ? Qui décide de ce qui est pertinent ou non dans les données analysées ? Derrière la façade du calcul, c'est toujours un rapport de force qui se joue, mais désormais sous une forme qui ne permet plus d'être contestée. La fracture entre gouvernés et gouvernants algorithmiques s'accompagne d'un effacement du dissensus. Et pourtant, l'algorithme, en tant que dispositif de gouvernance, ne supporte pas l'imprévisibilité du dissensus ; en ce sens qu'il fonctionne sur la modélisation, la prévisibilité, l'ajustement constant aux tendances dominantes. De cette sorte, la politique qui se limite à la reproduction des tendances statistiques n'est plus une politique ; elle devient une administration de l'existant, où le changement ne peut advenir que dans les limites du possible calculé. La délibération disparaît dans cette mesure au profit d'un ordre où la décision est déjà contenue dans les données. Cette transformation du politique en gestion algorithmique n'est pas une simple évolution technique, mais une mutation profonde du rapport entre pouvoir et sujet. Là où la modernité politique s'était construite sur l'idée d'un sujet autonome, capable de participer à l'auto-institution du social, l'ère algorithmique tend à réduire ce sujet à une variable d'ajustement. Cornelius Castoriadis, (1999, p. 382) insiste sur le fait que « toute société repose sur une création continue, où les individus sont partie prenante du sens qu'ils produisent ». Or, la gouvernance algorithmique abolit précisément cette création : elle ne tolère que la reproduction de schémas préexistants, inscrits dans des modèles statistiques qui s'auto-renforcent. Ce n'est plus l'homme qui fait l'histoire, mais l'algorithme qui façonne les comportements en fonction des tendances passées.

Cette expropriation du politique s'accompagne d'une dissolution du citoyen en tant que sujet actif du politique. Arendt, (1983, p. 35), rappelle que « la politique naît dans l'espace public, où les hommes se rencontrent et délibèrent ». Or, cet espace est aujourd'hui dématérialisé, absorbé dans des structures invisibles qui redéfinissent la participation politique comme une interaction numérique sans substance. Le

citoyen ne rencontre plus l'État dans l'espace du débat, mais dans celui de l'interface algorithmique : il ne délibère pas, il clique. Cette transformation réduit l'action politique à une série d'engagements simulés, où la parole est remplacée par des réponses formatées, et où l'exercice du pouvoir devient une pure affaire de compliance avec des procédures automatisées. Mais cette dépossession ne se limite pas à une distance institutionnelle : elle produit un véritable appauvrissement moral et politique. Ainsi, dans une société où les décisions semblent prises par des entités abstraites et inaccessibles, où les choix sont anticipés avant même d'être formulés, l'individu cesse progressivement de se percevoir comme un acteur du changement. Il intègre à cet effet passivement un monde qui lui apparaît comme déjà écrit, déjà réglé, où son rôle n'est plus d'inventer l'avenir, mais de s'adapter aux déterminismes prédictifs qui le modèlent.

Face à cette dépossession, la seule issue possible est la réaffirmation d'une praxis politique qui ne se laisse pas réduire aux logiques de l'optimisation technique. La politique ne peut être ramenée à une question de gestion, car elle est avant tout le lieu d'un affrontement, d'une invention, d'un refus de l'ordre établi. Il ne suffit pas d'exiger plus de transparence ou de contrôle démocratique sur les algorithmes : il faut refuser la logique même qui transforme la décision politique en calcul et le citoyen en donnée. Reprendre le pouvoir sur le politique, c'est rompre avec cette soumission aux modèles prédictifs et réaffirmer que l'histoire n'est pas écrite à l'avance, qu'elle est toujours l'œuvre de ceux qui osent la penser autrement.

3. Les potentialités émancipatrices de l'IA

3.1. Peut-on déconnecter l'IA de la logique capitaliste ? Les conditions d'une technologie libératrice

L'Intelligence Artificielle, en tant que technologie issue du capitalisme contemporain, apparaît avant tout comme un dispositif d'optimisation et de contrôle, s'insérant dans des logiques d'exploitation et de domination. Elle n'est pas un simple outil neutre, elle rend compte d'une rationalité : celle d'un monde où les relations sociales sont ramenées à des flux de données où le travail humain est devenu une

variable d'ajustement, où la décision politique cède la place à un automatisme algorithmique. Mais l'imbrication de l'IA et du capitalisme est-elle une fatalité ?

Pour Marx, (1976, p. 432), toute technologie est à la fois produit d'un mode de production et vecteur de sa transformation : « La machine ne fait qu'accélérer la contradiction entre les forces productives et les rapports de production ». De cette analyse, l'on peut déduire que l'IA n'est pas seulement un outil du capital, elle est aussi porteuse des germes de la contestation et de la possible réappropriation du capital. Néanmoins, fonder sa libération sur la seule libération de l'IA serait une illusion techniciste. Ce n'est pas la machine qui détermine la structure du monde, mais plutôt le contraire.

La machine intellectuelle que l'IA est aujourd'hui, fonctionne dans un cadre où la valeur d'échange prend un pas sur la valeur d'usage, où les choix résultent de la maximisation du profit et où la prise de décision est déterminée par la recherche du profit plutôt que l'accroissement des capacités humaines. Sur ces entrefaites, il est le produit de choix économiques et politiques. C'est pourquoi son développement aussi suit une trajectoire déterminée par des choix économiques et politique. Cette idée trouve écho chez André Gorz. Pour lui, « une technique n'est jamais émancipatrice en elle-même : elle ne le devient que dans la mesure où elle est arrachée à la logique marchande et intégrée à un projet de libération collective » (A. Gorz 2003, p.78). De l'analyse de Gorz, il ressort que l'enjeu ne réside pas seulement dans la manière dont l'IA est utilisée, mais dans la structure qui conditionne son développement. Peut-on alors imaginer une intelligence artificielle libérée de la logique capitaliste ? Si oui, quelles pourraient être les conditions de possibilité ?

Cette possibilité suppose d'abord une rupture avec l'idée selon laquelle la technologie suit une trajectoire autonome et inévitable. En effet, pour Cornelius Castoriadis, « le destin technologique est un mythe : il n'existe pas de déterminisme historique qui condamnerait les sociétés à subir les effets de leurs propres créations » (C. Castoriadis, 1999, p. 268). Autrement exprimé, l'IA ne se développe pas dans un vide social : elle est orientée par des choix politiques, économiques et culturels. Une

telle prise de conscience ouvre alors la voie à une réinvention des conditions mêmes de la production technologique. Dès lors, pour que l'IA devienne un outil d'émancipation plutôt qu'un instrument de domination, elle doit être soustraite aux logiques de propriété privée et de valorisation marchande. Cela implique une socialisation des infrastructures numériques, une mise en commun des algorithmes et une refonte des finalités qui guident leur conception. Mais cette transformation ne saurait être purement institutionnelle : elle suppose aussi une révolution dans notre rapport à la technique. Pour Gilbert Simondon, « l'individuation technique n'est pas seulement un processus d'innovation matérielle, elle est un acte social, une manière de penser l'humain et son rapport au monde » (G. Simondon 1989, p. 220). Cela pour dire qu'une IA émancipatrice ne peut être une simple amélioration de l'existant : elle doit être intégrée dans un projet politique qui renverse la subordination de la vie aux impératifs économiques. La question de l'émancipation technologique est donc inséparable d'une lutte pour la redéfinition des rapports sociaux. Pour ainsi dire, tant que le développement de l'IA sera piloté par des intérêts privés, elle ne pourra qu'accroître les logiques d'exploitation et de contrôle.

Mais si elle est réinvestie dans un cadre où le travail n'est plus une marchandise, où les décisions ne sont plus déléguées à des mécanismes opaques et où les outils techniques sont conçus pour élargir l'horizon des possibles plutôt que pour les restreindre, alors elle pourra devenir un vecteur d'autonomie collective. Loin d'être une simple question technique, l'avenir de l'IA est avant tout une question de pouvoir : qui contrôle la technologie et dans quel but ? Ce n'est qu'en répondant à cette question que l'on pourra déterminer si l'IA peut être arrachée à la logique capitaliste et devenir un levier d'émancipation véritable.

3.2. Vers une « gouvernance collective augmentée » : une utopie marxienne revisitée

Si l'utopie marxienne projetait l'abolition de l'État comme instrument de domination de classe au profit d'une auto-organisation des producteurs associés, une gouvernance collective augmentée ne peut consister en une simple réorganisation des structures politiques par le biais des technologies numériques. Une telle perspective

n'aurait de sens que si elle engage une refonte radicale des médiations par lesquelles le pouvoir s'exerce, afin de surmonter la séparation entre gouvernés et gouvernants qui constitue, sous des formes renouvelées, la persistance de l'aliénation politique. Loin d'un fantasme technocratique où l'IA et les algorithmes rationaliseraient les décisions politiques, il s'agit de poser la question décisive : la technologie peut-elle être intégrée dans un projet d'auto-institution du collectif sans reproduire la logique hétéronome qui caractérise l'État moderne ?

Une lecture marxiste conséquente ne saurait envisager la technologie comme un simple outil neutre, susceptible d'être détourné à des fins démocratiques par un simple changement de paradigme politique. Pour renforcer cette idée, Herbert Marcuse relève que « la technologie n'est jamais purement instrumentale ; elle est porteuse d'une rationalité qui reflète les rapports sociaux dans lesquels elle émerge » (H. Marcuse, 2011, p. 147). Autant pensé que, la gouvernance algorithmique, telle qu'elle est aujourd'hui déployée, se présente comme le prolongement d'une rationalité capitaliste où la décision politique tend à être remplacée par l'optimisation des flux et la gestion des risques. C'est dire à contrecoup qu'elle ne constitue pas un dépassement des contradictions du capitalisme, elle en est l'expression même la plus avancée ; elle constitue la logique de la planification cybernétique, que certains pourraient voir comme l'horizon d'une « gouvernance augmentée » ; sauf qu'elle n'est en réalité que la transfiguration algorithmique de la loi de la valeur.

Marx avait déjà anticipé cette dynamique en soulignant que le capitalisme ne se contente pas d'exploiter le travail humain d'autant plus qu'il en capte les formes de coopération spontanée, les subsume sous sa propre logique et les transforme en force productive autonome. Ainsi, l'IA, loin de constituer une rupture avec ce processus, l'amplifie en captant l'intelligence collective sous forme de données et en la réintégrant dans des dispositifs qui échappent au contrôle des individus eux-mêmes. Ainsi, croire que la technologie pourrait, à elle seule, produire une gouvernance plus horizontale, c'est méconnaître ce que Marx, (1976, p. 81), appelait le « fétichisme du capital » c'est-à-dire, la tendance à voir dans des objets techniques

une autonomie propre, alors qu'ils ne sont que l'expression réifiée de rapports sociaux déterminés. Dès lors, si une gouvernance collective augmentée doit être autre chose qu'un perfectionnement technocratique du capitalisme tardif, elle ne peut être pensée qu'à partir d'une rupture avec les formes existantes de la médiation politique. Cela implique d'abord la réappropriation collective des infrastructures techniques. En un mot, l'IA ne doit pas être un pouvoir surplombant qui rationalise la gestion des masses, mais un outil que le collectif s'approprie en fonction de ses propres besoins. Cependant, cette réappropriation ne peut être purement institutionnelle vu qu'elle suppose principalement une transformation de la praxis politique elle-même. Castoriadis (1999, p. 138) renforce d'ailleurs cette idée lorsqu'il écrit: « une société autonome n'est pas seulement une société qui se gouverne elle-même ; c'est une société qui interroge en permanence ses propres institutions » En d'autres termes, une gouvernance collective augmentée, si elle veut éviter la reproduction d'une hétéronomie sous des formes numériques, doit donc être un processus ouvert, où les normes elles-mêmes sont continuellement réinterrogées par la communauté qui les institue.

Aussi, le dépassement de l'aliénation politique ne peut-il advenir que si la technologie est intégrée dans un projet d'auto-gouvernement radical, où la délégation de pouvoir est sans cesse remise en cause et où les dispositifs de gestion collective sont conçus pour favoriser l'expérimentation démocratique plutôt que la stabilisation d'un ordre donné. Une IA réellement à visée émancipatrice ne saurait être une instance de régulation automatique des conflits, mais un instrument qui permettrait d'enrichir le débat, de rendre visibles les contradictions, d'approfondir la conflictualité nécessaire à toute transformation sociale. Car l'illusion d'une gouvernance rationnelle, fondée sur la suppression des antagonismes au profit d'une gestion optimale des ressources, est précisément ce que Marx dénonçait comme la fausse promesse du capitalisme industrialisé.

Vu de cette façon, l'utopie marxienne revisitée ne saurait être une simple modernisation technologique du socialisme, mais une refonte complète du rapport

entre technique et politique. Il ne s'agit pas seulement de redistribuer le pouvoir au sein des structures existantes, mais d'inventer de nouvelles formes de médiation qui empêchent la reconstitution d'une domination sous d'autres formes. Autrement dit, une gouvernance collective augmentée ne peut être véritablement marxienne que si elle est d'abord une auto-limitation du pouvoir algorithmique, une organisation sociale qui refuse de se laisser structurer par la logique instrumentale de la machine et qui, à travers elle, réaffirme l'irréductibilité du politique à la simple gestion des données.

Conclusion

De tout ce qui précède, nous relevons que face à la montée en puissance de l'intelligence artificielle, l'enjeu fondamental n'est pas tant de la rejeter que de l'assujettir à un projet humain. Car ce qui se joue ici, ce n'est pas seulement l'optimisation des mécanismes de gouvernance, mais la possibilité même d'un espace politique où la délibération demeure un acte collectif, irréductible à une simple gestion des données. Toute démocratie authentique repose sur une praxis où le pouvoir n'est pas un automatisme, mais un champ de confrontation, de choix et de responsabilité. L'illusion d'une gouvernance algorithmique neutre masque le danger d'une dépossession progressive du politique. Une Intelligence Artificielle, si avancée soit-elle, ne saurait se substituer à la conflictualité inhérente à toute communauté humaine sans en réduire la vitalité. Comme toute technologie, elle n'est pas une instance autonome, mais l'expression d'un rapport social qu'il appartient aux individus de maîtriser. La vraie question n'est donc pas celle d'une efficacité accrue, mais celle d'un pouvoir qui demeure entre les mains de ceux qu'il concerne. Au-delà d'un simple ajustement aux nouvelles contraintes techniques, repenser la gouvernance dans ce contexte, c'est réaffirmer l'irréductibilité du politique à la logique des systèmes. Ce n'est pas *in fine* confier l'avenir à des algorithmes, mais préserver la capacité des hommes et des femmes à s'instituer comme sujets de leur propre devenir.

Bibliographie

SOREL Georges (1908), *Réflexions sur la violence*, Paris, Librairie de "Pages libres".

MARCUSE Herbert (1968) *L'Homme unidimensionnel : Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Les Éditions de Minuit.

MARX Karl (1972), *Manuscrits de 1844*, Paris, Éditions sociales.

Jürgen HABERMAS (1973), *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Gallimard.

ARENDT Hannah (1983), *La Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy.

MARX Karl (1983), *Le Capital Livre I, Chapitre I*, Paris, Éditions Sociales.

LEFORT Claude (1986), *Essai sur le politique : XIXe-XXe siècles*, Paris, Seuil.

SIMONDON Gilbert (1989), *Du mode d'existence des objets techniques*, Paris, Aubier.

ARISTOTE (1993), *La politique*, Paris, Édition GF-Flammarion.

GRAMSCI Antonio (1996), *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard.

ROUSSEAU Jean-Jacques (1996), *Du Contrat social*, Paris, Livre de Poche.

CASTORIADIS Cornelius, (1999). *L'Institution imaginaire de la société*, Paris : Seuil.

CASTORIADIS Cornelius (1999), *Les Carrefours du labyrinthe*, Paris : Seuil.

RANCIÈRE Jacques (2005), *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.

BENJAMIN Walter (2008), *L'Œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*, Paris, Folio Essais (Gallimard).

MARX Karl (2009) *Le Capital, Critique de l'économie politique (tome I)*, Paris, Flammarion.

MARCUSE Herbert (2011), *L'Homme unidimensionnel*, Paris : éd. de Minuit.

ENGELS Friedrich (2012), *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Éditions Tribord.

MOROZOV Evgeny (2014), *Pour tout résoudre, cliquez ici : L'aberration du solutionnisme technologique*, Paris, FYP Éditions.

STIEGLER Bernard (2015), *La société automatique*, 2015, Paris : Fayard.

AGAMAN N'gouan Mathieu, BIAKA Zasseli Ignace (2016), « *La problématique de la souveraineté de l'État à l'ère de la civilisation du numérique* », in Journal Africain de Communication Scientifique et Technologique, N0 41, pp.5437-5444.

ALEXANDRE Laurent, (2017), *La guerre des Intelligences*, « *Comment l'Intelligence Artificielle va révolutionner l'éducation* », JC Lattès.

WEBER Max (2017), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Flammarion, « Champs classique ».

HARARI Yuval Noah (2018), *21 Leçons pour le XXI^e siècle*, Paris, Albin Michel.

SEDJARI Ali (2021), *Impact du numérique et de l'intelligence artificielle sur les transformations des gouvernances publiques*, Paris, Éditions Virgule.

GELIN Rodolphe (2022), *Dernières nouvelles de l'intelligence artificielle*, Paris, Flammarion.